

**Projet éolien de l'Érable**

6211-24-020

**Mémoire déposé au BAPE**

Je suis citoyenne du village de St-Ferdinand. J'y suis née, j'y ai grandi et j'ai aussi vécu à l'extérieur pour voir autre chose... Ce qui me ramenait régulièrement à St-Ferdinand, ce sont mes parents, du temps qu'ils vivaient, mais après leur départ, c'est l'attachement à la nature, à la beauté des lieux dont je n'ai jamais pu me départir : les montagnes, les rivières, le lac, les grandes étendues boisées, la tranquillité des lieux, la vie paisible et affable du village. J'ai appris à parcourir les sentiers de la nature avec mon père et à les aimer. C'est pour ainsi dire un héritage qu'il m'a laissé. Je porte en moi cette TERRE SACRÉE, cette BEAUTÉ SACRÉE que je veux préserver à tout prix.

Par ailleurs, il faut dire que le véritable pouls de la population, on ne le connaît pas : notre maire actuel M. Donald Langlois n'envisage pas présentement de référendum sur le projet éolien. Il pousse par tous les moyens le projet. Je crois qu'il aurait été plus démocratique d'abord d'informer la population de tous les enjeux possibles par des intervenants neutres et ensuite de consulter la population pour quelque chose d'aussi majeur. Le Regroupement du Développement Durable des Appalaches (RDDA), inquiet devant le processus en marche a voulu informer des conséquences réelles du projet. La population s'est présentée en grand nombre le 26 août dernier à l'auditorium de l'hôpital St-Julien pour une rencontre d'information organisée par le RDDA, preuve, qu'il n'y avait pas eu de véritable consultation ou information. Il me semble que nos élus auraient dû s'acquitter de cette tâche, mais non, ils poussent dans une direction seulement ne tenant pas compte de la population inquiète. M. le maire disait dans sa campagne électorale récente qu'il était à l'écoute de la population : ce que je crois comprendre, c'est qu'il écoute ceux qui pensent comme lui... Le moins qu'on puisse dire c'est que dans ce dossier la transparence fait défaut. Nos élus se comportent comme la multinationale qu'ils appuient : les informations qui pourraient être dérangeantes sont écartées. On est en droit de se demander si on n'est pas en train de manipuler la population. Heureusement qu'il y a des gens bien enracinés qui se lèvent et s'opposent au projet qu'on veut nous imposer. Ils ont compris que notre environnement est menacé et risque d'être bouleversé à jamais; le milieu humain l'est déjà. Ne sommes nous pas les « Gardiens de la Terre » sensés protéger les richesses naturelles?

J'ai sans cesse en tête cette chanson de Diane Dufresne : « Ne tuons pas la beauté du monde, car elle pourrait bien nous tuer à son tour... » Les artistes ont parfois une perception aigüe des risques que nous courons...

Ne sommes-nous pas fatigués en tant que Québécois de nous faire exploiter par des multinationales qui « elles » perçoivent nos richesses, les exploitent, en tirent les profits et « nous laissent des « crises de peanuts » comme disait Richard Desjardins, que je salue bien bas! En voilà un qui s'est réveillé et cherche à en réveiller d'autres. Il passait à Télé-Q. récemment. Son récit est pour le moins inquiétant. Pour faire une histoire courte, la multinationale a pris possession des lieux pendant les audiences du BAPE. L'exploitation de la

mine d'or à ciel ouvert a eu lieu. Elle a été fermée. Le site n'a pas été restauré. Les redevances et les impôts n'ont pas été payés, de la machinerie lourde rouille sur place... La population écope du problème et n'est pas plus riche qu'avant...Richard Desjardins proposait de nationaliser nos ressources et d'exiger 50% des profits! Je trouve ça très intéressant! Il semble que plus de trois cents sites miniers exploités au Québec ont malheureusement connus ce triste scénario...

Est-ce que les multinationales qui exploitent les parcs éoliens sont différentes? Permettez-moi d'en douter. La compagnie Énerfin en Espagne est déjà poursuivie pour le refus d'acquitter la taxe sur les activités économiques pendant les deux premières années d'opération du parc éolien Monte Cabeza.

Et si dans vingt ans ou moins des éoliennes sont laissées sur place rouillées ou incendiées, ou si on les démantèle que fera-t-on de la monstrueuse base de béton? Elle sera sûrement laissée sur place... Et si la compagnie fait faillite, qu'arrive-t-il? Est-ce que les futures générations ne pourraient pas dire : « Nos parents ont été naïfs, ils se sont laissés bernier, et maintenant ont est pris avec ces résidus... »

On parle d'énergie verte et durable, vingt ans ce n'est rien en termes d'énergie durable et ça crée tout un grabuge environnemental et que dire du climat social...En vaut-il vraiment la peine pour peut-être même pas vingt ans? Serons nous comme la population de Malartic à devoir réparer les pots cassés, sans argent neuf et avec un climat social très détérioré?

Je désire maintenant m'adresser au gouvernement québécois. Je crois qu'il est le premier responsable de ce qui se déroule ici et qui risque de s'étendre à d'autres régions du Québec. C'est lui qui a permis à des multinationales qui cherchent à s'implanter un peu partout ou il y a du vent a harnacher.

Louis-Gilles Francoeur publiait dans le Devoir du samedi 24 mars 2007, un article mentionnant un projet éolien présenté par la multinationale Siemens au gouvernement québécois de 4.5 milliards en avril 2005, que celui-ci a refusé. C'est Fernand Saulnier, un spécialiste en éolien d'Hydro-Q., aujourd'hui à la retraite qui en parle. Le projet éolien aurait été installé autour du bassin hydroélectrique de L-G-4 a la Baie-James, ainsi que dans la région de Manicouagan sur la Côte-Nord. La multinationale offrait de faire du Québec son centre de production éolienne pour l'ensemble du marché nord-américain, lequel devait tripler de volume d'ici 2020. Un parc éolien industriel en milieu non habité, avec en prime les circuits d'acheminement de l'électricité déjà existants, ceux d'Hydro-Q. N'est-ce pas cela une véritable production d'énergie verte qu'il est louable d'approuver? Et ce projet aurait permis d'éviter le détournement de la rivière Rupert. En plus, M. Saulnier disait récemment dans une émission télévisée sur les énergies vertes que les É.U. se « pettaient les bretelles » à l'idée d'acheter notre électricité, si nous étions prêts à harnacher nos dernières belles rivières qui représentent un patrimoine mondial... Il poursuit en disant que les É.U songent à défaire leurs

barrages pour renaturaliser leurs rivières... Non mais, où est la logique? Il semble que le gouvernement québécois est prêt à n'importe quoi pour de l'argent.

J'espère seulement une chose, c'est que la décision n'est pas déjà prise et que le BAPE n'est pas la seulement pour créer l'illusion que le gouvernement se soucie de nous. Cependant je crois au bon travail des personnes du BAPE. Mme Line Beauchamp, ministre du développement durable et de l'environnement disait à la télé que le projet ne nous serait pas enfoncé de force dans la gorge... J'ai comme une boule dans la gorge et une impression que toute cette mise en scène de la consultation populaire du BAPE avec la horde de spécialistes, tant du côté d'Énerfin que du gouvernement, est en train, mine de rien, de nous « gaver comme des oies »... Je me demande si nous avons un réel pouvoir. Ou plutôt, nous avons un pouvoir d'expression grâce au BAPE et j'en suis reconnaissante, mais va-t-on réellement le considérer?

C'est de « notre milieu de vie » dont il est question. Monsieur Charest accepteriez vous de vivre dans un parc éolien ou bien à la vue de plusieurs dizaines d'éoliennes industrielles dans votre champ de vision?

Les consciences s'éveillent et se mobilisent M.Charest. Les temps changent, les énergies changent. Ne sommes-nous pas tous membres d'une grande famille? Au lieu de la compétition, du pouvoir et de l'argent au détriment de la famille humaine, pourquoi pas la coopération? Une exploitation raisonnable et respectueuse de « nos ressources » et un partage équitable à toute la population concernée...

La où il y a du respect, il y a de la coopération, de l'entraide, de l'harmonie, tous y gagnent. Si tous les niveaux de décisions en jeux i.e. le gouvernement du Québec, la compagnie Énerfin et la municipalité de St-Ferdinand mettaient sur table tous les éléments visés, les pous et les contres, dans un contexte transparent où tous les enjeux étaient mis en lumière aux yeux de tous, peut-on imaginer qu'un tel projet aie lieu chez-nous?...

Francine Marchand et Marc-André Tremblay

